

Olivier Blondeau
Thèse de doctorat de sociologie politique
Science-Po Paris, CEVIPOF
25, rue Pradier 75019 Paris,
obloudeau@wanadoo.fr
Tél : 06 63 43 95 21

La technique comme prétexte à une réflexion sur un renouvellement de la démocratie et de la pratique militante. *Formats et procédures de débat public sur Internet*

Abstract

Cette contribution se propose d'étudier la convergence sur Internet entre des problématiques politiques émergentes liées au mouvement alter-mondialiste et, plus généralement à la question de la démocratie, et des problématiques technologiques, liées notamment à la question du logiciel libre. Il tente de mettre en évidence les conditions dans lesquelles s'opèrent des rencontres entre techniciens et militants sur la base d'une discussion réflexive et prospective permettant la mise en place d'espaces publics spécifiques. La technique deviendrait alors un enjeu politique à part entière, un lieu d'expérimentation, de nouvelles formes de débat public, dépassant le traditionnel débat sur la forme d'organisation. Dans cette hypothèse, Internet est considéré par les acteurs comme alors un lieu de publicisation d'une parole public « maîtrisée de bout-en-bout » et d'expérimentation de formats originaux de débat public.

Paris, fin 1728. Les *mouches* du lieutenant de police Hérault s'agitent : non seulement le peuple s'émeut du sort réservé par le pouvoir monarchique aux prêtres jansénistes, condamnés par la bulle *Unigenitus*, mais, à travers toute une série de publications, gazettes, nouvelles à la main, placards et caricatures sur les murs, semble manifester une volonté de penser et de s'exprimer. À tel point d'ailleurs que Louis Sébastien Mercier, dans son *Tableau de Paris*, affirme que :

« Si la main qui les colle ne les déchirait pas, les rues à la longue seraient obstruées par une espèce de carton grossier du sacré et du profane mêlés ensemble ;, comme mandement ; annonces de charlatans, arrêts de la Cour du Parlement ; arrêts du Conseil qui les cassent [...] chiens perdus ; exposition du Saint sacrement »

Il peut paraître, à première vue, étonnant de commencer un travail de réflexion sur les usages politiques d'Internet en faisant référence à des recherches historiques touchant à la problématique de la prise de parole au XVIII^e sc. Le lien est déjà beaucoup plus explicite si l'on considère que, au-delà de la perspective uniquement historique, Arlette Farge pose la question de l'existence d'un espace public populaire. Dans *Dire et mal dire*, en effet, elle se livre à une critique particulièrement virulente de la théorie de l'espace public de Jürgen Habermas. Dans *L'Espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Habermas s'intéresse à l'émergence d'un espace public bourgeois, gouverné par la raison, l'opinion éclairée et la référence aux principes d'universalité, capable de s'opposer et de contester le pouvoir monarchique. L'aspect le plus contestable de cette théorie, selon Farge, est de laisser de côté, au nom de la répression même dont elle fait l'objet, la variante plébéienne de la sphère publique. La négation par les élites, tant bourgeoises que monarchiques, de la pertinence, sinon de l'existence même d'une parole populaire, ne justifie pour elle en aucun cas cette dénégation. Cette parole existe en

tant que telle, en-dehors de l'émotion de la foule d'un côté ou de l'opinion privée qui ne s'inscrit pas dans un régime de publicisation de l'autre. Le peuple, au XVIII^e sc, a *un avis sur* et l'exprime constamment que ce soit de manière écrite, iconique ou orale. Prenant Habermas au mot, elle affirme que si l'opinion publique a été réprimée, c'est qu'elle a bel et bien existé. Il n'y a donc pas dans le travail de Farge qu'une dimension historique, mais aussi une approche épistémologique qui construit, dans le prolongement des travaux de Michel Foucault, un objet de recherche, l'espace public plébien dénié et assujéti, et qui lui donne une légitimité à la fois scientifique, historique et politique.

En prolongeant cette interrogation, on pourrait ainsi se demander s'il existe, aujourd'hui des formes d'espace public permettant à la parole militante, en tant qu'elle n'est pas monopolisée et filtrée par des élites, de circuler ? Quelle pourrait être sa logique de publicisation, dès lors qu'elle ne serait pas complètement recouverte les cadres d'intelligibilité de l'espace public telle qu'elle a été construite (justement peut-être pour lui dénier son existence) ?

1. Internet comme espace public populaire ?

De nombreuses caractéristiques de l'espace populaire, tel que le décrit Farge, se retrouvent presque en l'état sur Internet. Pour Arno, un des développeurs du logiciel *Spip*, l'arrivée d'Internet ouvre un nouveau territoire de liberté :

« On a une liberté nouvelle qui n'a que du bon ... Il n'y a que du bon parce qu'il y a confrontation. Quand je dis que du bon, il faut aussi admettre d'être choqué, d'avoir des débats assez violents, de tomber sur des cons et de s'engueuler. Faut le gérer mais avant, il n'y avait rien. Et on s'est tous retrouvés, la première année avec des petits sites qui faisaient 500 visites par jour. T'hallucine : jamais tu ne pourrais faire du papier gratos pour toucher autant de monde ! ».

Liberté d'expression, droit de savoir et de juger, conviction que l'accès à l'information est une des conditions d'accès au pouvoir, stratégie de contournement de la censure et/ou de la répression sont autant de similitudes que l'on peut trouver entre les réseaux de circulation de la parole publique dans la France pré-révolutionnaire et aujourd'hui sur Internet.

- La curiosité publique

Dans l'espace public populaire, avance Farge, il existe une tension particulièrement prégnante entre le vrai et le faux, le possible, le vraisemblable et l'invérifiable, la manipulation et la rumeur. Ces phénomènes de circulation et de publicisation d'une parole, considérée comme illégitime, révèlent une véritable appétence pour le savoir, qui est d'emblée associé au pouvoir. Pour elle, la curiosité publique ne doit pas être interprétée comme une des caractéristiques du peuple, soulignant son caractère volubile, inquiet et inconstant, mais comme « un acte qui fait entrer chacun en politiqueⁱⁱⁱ ». La fragmentation et le morcellement d'une information non classée et non hiérarchisée, diffusant en rafale bruits et rumeurs, en même temps que des nouvelles d'importance, révèlent cette « volonté de savoir et d'avoir prise » sur le cours des événements.

Paolo Virno consacre un long développement à la question de la curiosité dans sa *Grammaire de la multitude*. Avec la fin des certitudes, des grands récits de la modernité, véritable révolution copernicienne en politique, nous assistons peut-être aujourd'hui à une déstabilisation des formes de production du savoir tant scientifique que politique. Le philosophe italien n'hésite pas à ériger cette propension morale, souvent considérée comme inconvenante qu'est la curiosité, au rang de nouvelle

vertu épistémologique de la condition post-fordiste. Pour lui, la curiosité se situe dans un *no-man's land*, un moment d'exode qui s'insinue entre *un non* plus et un *pas encore* :

« *Non plus* une trame de traditions consolidées, capable de protéger la pratique humaine de l'aléatoire et de la contingence ; *pas encore* la communauté de tous ceux qui n'ont aucune communauté préexistante sur laquelle compter^v ».

La curiosité, affirme Virno, s'inscrit dans le répertoire des ressources cognitives mobilisables, des instruments d'apprentissages et d'expérimentation pour faire face à la métamorphose permanente des modèles opératoires et des styles de vie.

« Chaque exode exige un grand effort d'adaptation, de souplesse, de rapidité et de réflexe. Ainsi, avec un grand nombre de ses penchants, que la philosophie morale avait jugé avec sévérité, en soulignant leur caractère corrompé et morbide, se révèlent être des qualités précieuses pour s'adapter avec souplesse à ce *no-man's land* pris entre le non plus et le pas encore^v ».

En insistant sur la dimension épistémique et même expérimentale de la curiosité, Virno se rapproche d'une autre définition de la curiosité, celle qui s'inscrit comme moment particulièrement structurant dans l'évolution de la pratique scientifique^{vi}. Le régime de la curiosité est en effet, au XVII^e sc., un régime de probation narrative du fait scientifique qui se démarque à la fois de la tradition aristotélicienne fondée sur la recension des lieux communs et de celle des savoir-faire secrets des alchimistes. En imposant le régime de l'*experimentum* privilégiant la mise à l'épreuve artificielle, les savants-expérimentateurs du XVII^e sc. tentent de faire apparaître des phénomènes échappant aux perceptions ordinaires. Ce régime de probation, fondé sur le caractère spectaculaire, merveilleux de l'expérience scientifique, est par ailleurs inséparable de sa publicisation dans un espace de légitimité à travers un réseau de sociabilité qui réunit des témoins. C'est la raison pour laquelle de nombreux commentateurs ont pu parler de *recherche de plein air*. Cette étape de la démarche scientifique précède d'autres régimes de probation : le régime d'utilité au début du XVIII^e sc. puis le régime d'exactitude à la fin du XVIII^e sc., étapes conduisant à une clôture de la recherche sur elle-même, à ce « Grand enfermement » de la recherche scientifique dans des laboratoires de plus en plus isolés du public. Dans ces conditions, la légitimité scientifique se construit à travers une série de déplacements (intéressement, enrôlement, mobilisation et éventuellement dissidence), des traductions, dans lequel certains groupes s'érigent en porte-parole d'un ou de plusieurs groupes.

« La Traduction, qui apparaît comme un fondu enchaîné, est une machinerie destinée à changer la vie des profanes mais sans les associer à la conception et à la mise en œuvre de ce changement^{vii} ».

À chacune de ses étapes, affirment Callon, Lascoumes et Barthe, la traduction est marquée par la violence : violence lorsque les spécialistes prennent congé des profanes, violence lorsqu'ils tentent de reproduire la Nature ou la société dans un laboratoire hermétiquement clos, isolé du monde et qu'ils s'enferment dans des collectifs de recherche, violence enfin lorsque lorsqu'ils tentent de répliquer, d'implémenter les postulats, les méthodologies et les résultats de l'expérience de laboratoire pour transformer le monde. Face à cette violence, Les sociologues de l'Ecole des Mines montrent que :

« Non seulement un tel fossé [entre pensée savante et pensée ordinaire] n'existe pas, mais que, de plus en plus, il est possible, il est nécessaire, de considérer l'existence d'une recherche de plein air prête à s'engager dans des coopérations avec la recherche confinée. Oui, les profanes peuvent et doivent intervenir dans le cours des recherches scientifiques, en mêlant leur voix à celles de ceux qu'on nomme spécialistes^{viii} »

Comme le démontre Thierry Vedel dans son texte intitulé *L'idée de démocratie électronique, origine, vision et question*^{ix}, la notion d'expérimentation, inséparable de notre point de vue de celle de curiosité, traverse l'histoire de la démocratie

électronique. L'*expérimentation de plein air* est en effet un des éléments fondateurs des trois âges de la démocratie électronique, depuis les premières expériences sur la cybernétique, jusqu'aux actuelles expériences de démocratie sur Internet, en passant par le développement d'expériences liés aux réseaux de télévision câblée aux Etats-Unis. D'innombrables exemples existent ; Thierry Vedel en cite de nombreux.

Cette notion d'expérimentation est d'ailleurs revendiquée en tant que telle dans les termes même de *Hacklab* ou *MédiaLab*. À chaque rendez-vous altermondialiste (Sommet du G8 de Gênes et d'Evian, Forum Sociaux Mondiaux ou Européens, ...), se créent des lieux de rencontre et d'expérimentation de pratiques médiatiques alternatives. C'est le cas du Métallos Medialab dont voici l'annonce :

« À l'occasion du Forum social européen de Paris, nous ouvrons un espace temporaire d'expérimentation et de confrontation pour les médias alternatifs européens dans le cadre de la Maison des Métallos. Le laboratoire des Métallos sera l'occasion pour les activistes des médias indépendants de présenter leur démarche, de se confronter à d'autres expériences similaires, de rencontrer des militants, d'échanger des savoir-faire et de l'expertise, mais aussi de faire le point sur la situation européenne et de dégager des perspectives d'actions et d'initiatives communes ».

De la même manière, l'expérience, menée depuis près de deux ans par un certain nombre d'ingénieurs de la Direction Départementale du Territoire de Belfort et du Ministère de l'Équipement, en lien avec un groupe de consultants, spécialistes des NTIC, est, de notre point de vue, particulièrement intéressante. Elle tente, en effet, de montrer comment les outils de communication, disponibles sur le réseau Internet peuvent être porteurs d'innovation, non seulement en matière de consultation des usagers, mais surtout de coproduction d'espaces dialogiques d'élaboration des grands choix en matière d'aménagement routier et, plus largement, d'aménagement du territoire. Dans cette *expérience de plein air*, nous retrouvons une réflexion sur les trois grandes dimensions axiologiques autour desquelles se structure le débat sur la démocratie électronique telle que l'a définie Thierry Vedel ; c'est-à-dire l'information des citoyens, le débat et la discussion et la délibération et la prise de décision. Cette expérience, baptisée « Concept RN19 » s'inscrit dans la phase finale d'un processus d'enquête publique destinée à élaborer le tracé d'une route dans le Territoire de Belfort. Partant du principe que l'information publique devrait être maintenant partagée, tant dans sa conception que dans son usage, les initiateurs et animateurs de ce projet ont tenté de reconsidérer la notion même d'acteur pertinent en matière d'enquête publique :

« Dans une société de représentation, affirment-ils, les acteurs sont souvent assimilés aux représentants d'institutions diverses, publiques ou privées (...) Dans une société de l'information en réseaux, la notion d'acteur impose, pour faire émerger d'abord des individus porteurs d'énergie. Ces derniers (...) pèsent autant qu'une institution obligée à naviguer avec toutes les pesanteurs classiques d'une organisation, dont une des difficultés est constituée d'habitudes culturelles et professionnelles de collaborateurs gestionnaires ».

Dans une perspective expérimentale, revendiquée comme telle, ils ont donc décidé de mettre en place un site webⁱⁱ, destiné non seulement à informer les usagers sur l'évolution du projet, mais aussi à coproduire un espace de dialogue entre les spécialistes et les profanes, entre les experts et les usagers, en utilisant des outils de copublication sur Internet comme l'application logicielle *Spip*^{xiii}. Conçu comme « un creuset à partager pour nourrir le débat public et l'information des citoyens », ce site s'inscrit plus dans une réflexion sur l'élaboration d'un espace de démocratie dialogique, que dans une démarche de démocratie directe. Pour un des directeurs départementaux de l'Équipement, Internet ne doit pas se substituer aux acteurs locaux, ni même à la rencontre physique, à l'expression orale ou au dialogue de visu, mais constitue un potentiel d'expressions multiples de lisibilité commune d'un projet et

d'exploration du devenir d'un territoire. Une des convictions clairement affichées par les promoteurs de cette expérience, est que l'information, désormais, se « coproduit dans le respect mutuel, pour faire émerger les lignes directrices de ce que peut être le bien commun^{xiv}. »

Quel que soit l'avenir de ce projet, il apparaît clairement que l'enjeu du débat qu'il tente de faire émerger est celui de la démocratie. L'outil, la technique y apparaissent pour les acteurs moins comme solution de substitution, que comme prétexte à une réflexion sur la question de la démocratie et de son renouvellement. Dans cet espace public populaire, affirme Arlette Farge ; espace qui ne recouvre pas entièrement les critères de rationalité et de légitimité de l'espace public bourgeois,

« Chacun s'autorise de dire et de penser ; dans cette permission que chacun se donne à lui-même (...), s'invente, non pas tant de nouvelles formes de subversion, qu'un affinement des capacités cognitives et réflexives. L'originalité tient plus aux formes prises par la discussion et la critique qu'au contenu même de cette critique^{xv}. »

Face à la fin des grands récits, qui inaugure une ère de suspicion généralisée à l'égard du monde politique, scientifique ou technique, les activistes de la démocratie en réseau proposent d'imaginer de nouvelles formes de consultation, de mobilisation et de prise de décision, qui dépassent les procédures de la démocratie délégataire. M. Callon, P. Lascoumes et Y. Barthe expliquent, à travers notamment l'exemple des « forums hybrides », qu'il convient de réfléchir à des innovations procédurales permettant de rendre visible la parole des usagers, des profanes qui interviennent dans des débats traditionnellement réservés aux experts. Ils définissent ces *experts profanes* "comme des citoyens ordinaires qui se regroupent pour élaborer de nouvelles identités et les exprimer, délaissant leurs porte-parole usuels^{xvi} ». Ce que nous montrent en effet un grand nombre d'exemples d'expériences de démocratie et de mobilisation politique sur Internet, c'est que l'intérêt pour la politique, pour la controverse et le débat public ne s'est pas épuisé, mais s'est seulement déplacé et qu'il a investi d'autres espaces qui ne sont pas toujours effectivement perceptibles par les tenants de l'orthodoxie politique.

- Vers une insurrection des savoirs assujettis ?

La critique que portent Callon, Lascoumes et Barthe, qui est fondamentalement une critique de la traduction, mise en évidence par Callon dans son célèbre texte sur la domestication des coquilles Saint-Jacques de la Baie de Saint-Brieuc^{xvii}, s'inscrit, de notre point de vue, dans une très grande proximité avec les travaux d'Arlette Farge et *a fortiori* de Michel Foucault sur les savoirs assujettis.

Scène primitive : Hiver 1997-1998. Les chômeurs descendent dans la rue pour revendiquer une augmentation des minima sociaux et une prime de Noël. Le répertoire d'action utilisé est relativement vaste (manifestation de rue, occupation d'antenne des ASSEDIC, réquisition dans les magasins, ...), mais c'est probablement l'image de ces chômeurs, visiblement marqués par les stigmates de la pauvreté et poussant devant eux, à la tête des manifestations des caddies de supermarché, qui a le plus imprégné l'opinion. Ce choix, d'une des composantes du mouvement, de mettre en évidence, de manière très ostentatoire, les signes de pauvreté - stratégie qualifiée de mode misérabiliste dans *La France rebelle* de Xavier Crettiez et d'Isabelle Sommier^{xviii} - répond indéniablement à la nécessité de « faire sens » dans l'opinion publique.

Le choix des organisateurs de ces manifestations de chômeurs, emmenées, pour une de ses composantes qui n'est pas la seule, par l'APEIS, organisation très proche du Parti Communiste, et par les Comités de Chômeurs CGT, comme le montre la *France rebelle*^{xix}, de « faire sens », à travers le stigmate de la nécessité et de choisir un

répertoire de revendications plus sociales (prime de Noël et minima sociaux) que politique, est un choix stratégique. Il s'agit de placer le mouvement sur le terrain de la nécessité. Cette production du sens, à travers un travail esthétique, et malgré son efficacité, a pourtant de notre point de vue contribué à accréditer l'idée que les chômeurs ne pouvaient pas avoir de parole politique. Exclus du travail, soumis à l'urgence de la nécessité, corps déformés tant par le travail que par l'absence de travail, les chômeurs ne pouvaient en aucun cas prétendre à une quelconque parole publique : l'association seule avait la capacité d'interpréter la revendication sociale pour la porter comme en revendication politique.

Le 11 février 1998, pourtant, l'assemblée générale des chômeurs de Jussieu publiait un tract particulièrement intéressant sur le site Internet de l'**Antenne Assedic** dont voici un extrait :

« N'est-il pas temps de rompre une bonne fois pour toute, avec le mythe du plein emploi qui ne signifie rien d'autre qu'un esclavage renforcé, des conditions de vie qui se détériorent et plus de profit pour les entreprises de tout poil ?

N'est-il pas temps de s'interroger sur le sens de ce que l'on produit, de se poser ces questions essentielles : produire pourquoi ? Pour qui ? Comment ? A quel coût écologique et social ?^{xx} »

Ce tract fait partie des centaines de messages, plus de 400, publiés dans le bulletin quotidien de l'Antenne Assedic. Envoyé par mail chaque matin à 800 abonnées et à une quarantaine d'Assemblées Générales de chômeurs, répartis dans toute la France, ce bulletin est paru en 12 exemplaires du 11 janvier au 5 mars 1998. D'un point de vue qualitatif, on notera que ce bulletin a tout d'abord servi d'outil d'information et de coordination entre des assemblées générales de chômeurs distantes. Mais il a aussi été un lieu de débat particulièrement actif sur le sens du mouvement et notamment la question de la répression policière, de l'attitude du gouvernement et des organisations syndicales et politiques. Le fait le plus marquant est peut-être que le débat s'est très vite déplacé de la question sociale à la question politique. De nombreux messages ont en effet tourné autour de la problématique du revenu garanti. Parmi les autres fonctions, remplies par cette lettre et rédigée par une dizaine de contributeurs bénévoles, on retrouve aussi de nombreux messages concernant les « connexions » envisagées avec les autres mouvements (sans-papiers, salariés de MacDo, Zapatistes, ...), ainsi qu'une revue de presse conséquente, reprenant notamment de nombreuses dépêches d'agences de presse et des témoignages de soutien de salariés. Il convient pour terminer cette évocation de l'Antenne Assedic de préciser que ce site n'était pas le seul à relayer l'action du mouvement des chômeurs de l'hiver 1998. Ainsi, nous avons pu repérer une dizaine d'autres sites ayant une activité similaire.

Il existe donc un saisissant contraste entre cette image d'un chômeur poussant un caddie et cette masse de textes, de réflexions critiques ou prospectives, d'annonces d'action, entre des registres traditionnels d'engagements et d'action et des formes émergentes s'inscrivant dans une grammaire du militantisme, fondée sur la prise de parole dans un espace public spécifique.

Il est d'ailleurs assez frappant de constater que, si les chercheurs commencent à s'intéresser aux listes de diffusion de l'association ATTAC, rares sont ceux qui ont pris conscience que ces nouvelles formes de militantisme, débordent largement le cadre des organisations, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Ce ne sont plus en effet seulement des organisations qui sont en capacité de produire de l'espace public, de diffuser de l'information ou d'animer du débat public, mais des collectifs informels affinitaires sinon des individus isolés.

Par ailleurs, ces sites ou ces listes de diffusion, qui ne sont pas toujours soutenus par des organisations ayant des ressources financières régulières mais bien souvent bénévolement par des individus inscrits dans l'action, ont tendance à n'exister que dans la temporalité du mouvement. Dans ces conditions, ils ne sont que très rarement actualisés après la fin de l'action. Ils restent quelque temps inactifs, puis disparaissent définitivement du Web.

Dans la temporalité de l'action, comme dans les traces, la mémoire qui sera conservée du mouvement, ce registre d'investissement militant, dénié par les organisations militantes, a tendance à s'effacer.

Ce déni s'apparente, de notre point de vue, à ce que Michel Foucault qualifiait, dans son cours du 7 janvier 1976 au Collège de France^{xxi}, de « savoirs assujettis ». Foucault classait sous ce concept deux types de savoirs :

- Des contenus historiques ensevelis dans des cohérences fonctionnelles ou dans des systématisations formelles, des savoirs ensevelis de l'érudition,
- Des savoirs locaux, singuliers et disqualifiés parce que non conceptuels et insuffisamment élaborés d'un point de vue théorique.

L'activité militante sur Internet s'enracine profondément dans cette perspective généalogique qui couple connaissances érudites et mémoire locale, définissant un « savoir historique des luttes », disqualifié et ensevelis, à la fois par le discours scientifique et par les formes d'appréhension globalisantes et systémiques imposées, dans l'action et dans le discours sur l'action, par les organisations dominantes.

Typiquement, en effet, ce débat, profondément érudit, sur la question du dépassement de la société salariale, en lien avec les actuelles mutations du capitalisme et l'augmentation de la productivité du travail, a été rapidement évacué du mouvement comme inutile parce que non fonctionnel, sinon dangereux, pour la mobilisation. Même s'il est réapparu, sous forme de slogan lancé par l'association de chômeurs AC ! (*un travail, c'est un droit ; un revenu, c'est un dû !*), ce débat n'a pas été porté, ni même relayé par les organisations syndicales et politiques.

Une des originalités d'Internet, prolongeant ce mouvement d'insurrection des savoirs, est de leur donner un espace public de rencontre et d'expression ; un lieu où peuvent se confronter, sinon s'affronter publiquement ces savoirs locaux, ce savoir des gens :

« Qui n'est pas du tout un savoir commun, un bon sens, mais au contraire, un savoir particulier, un savoir local, régional, un savoir différentiel, incapable d'unanimité et qui ne doit sa force qu'au tranchant qu'il oppose à tous ceux qui l'entourent^{xxii} ».

Foucault définissait le projet généalogique comme une redécouverte des luttes et de la mémoire brute des combats contre la tyrannie des discours englobants imposant leurs propres hiérarchies et leurs privilèges d'avant-gardes théoriques. Les sites, listes de diffusion ou de discussion sont de notre point de vue le lieu, en même temps que l'outil et le média qui nous donne accès, si ce n'est à l'ensemble -du moins à une partie- de ces savoirs assujettis et qui nous permettent de prolonger ce projet généalogique.

2. La production de format et de procédure de débat public sur Internet

Dans *Dire et mal dire*, Arlette Farge consacre de longs développements à la question des supports ainsi qu'aux formes que prennent la discussion et la circulation de la parole dans cet espace public populaire. De la manière, nous l'avons vu plus haut, Callon, Lascoumes et Barthe, insistent sur l'importance fondamentale d'une réflexion sur les formes procédurales permettant de rendre visible la parole des citoyens. Promouvoir une conception renouvelée de la démocratie comme le font ces nouveaux militants, en y associant de nouveaux acteurs, non-experts, dans le cadre

d'une mise en réseau de savoirs locaux à différentes échelles, nécessite une réflexion et des expérimentations touchant aux procédures même d'expression et de délibération dans l'espace public. Cette question des supports, des formats et des procédures, est au centre même de la pratique militante sur Internet et fait converger des problématiques tant techniques que politiques. Bernard Stiegler insiste sur cette notion de convergence entre les systèmes techniques et les autres systèmes sociaux et affirme que le système technique est toujours en avance sur les autres systèmes^{xxiii}. Pour lui la technique ne constitue pas un moyen au service d'une fin qui pourrait être l'homme. Il n'y a, dit-il, pas de fins préconstituées mais un complexe entre un groupe d'êtres vivants, les hommes, et des objets non-vivants, inorganiques mais organisés, des organes qui forment un système d'objets. On ne peut pas penser les usages d'un objet technique, sans penser en même temps les objets eux-mêmes et les ajustements qu'ils produisent au niveau des collectifs. C'est la raison pour laquelle il convient, dans cette seconde partie de s'intéresser aux objets techniques eux-mêmes qui produisent cet espace public.

- Des outils et des militants

Si les listes de diffusion par courrier électronique ont été particulièrement investies par les réseaux militants depuis le début de l'année 2000, elles restent aujourd'hui encore, une des formes privilégiées d'échange, de débat et de coordination. Le principe de la liste de diffusion est assez simple : A partir du moment où l'utilisateur est abonné à une liste, il reçoit l'ensemble des messages postés par tous les autres abonnés sous forme de courrier électronique. Pas besoin donc d'aller chercher l'information, ni même de savoir « surfer sur le Net », il la reçoit, en temps réel, en quelque sorte à demeure, sur son ordinateur. Cette pratique est particulièrement sécurisante pour les utilisateurs novices, en ce sens qu'elle est finalement très proche des pratiques médiatiques traditionnelles, fondées sur la réception d'un message, plutôt que sur la recherche d'information (Push vs. Pull). Autre caractéristique des listes de diffusion : l'abonné est dans la plupart des cas, lui-même un producteur potentiel d'information. Il peut mettre ses opinions en débat, les confronter avec celles des autres abonnés, annoncer des réunions ou des manifestations, ...Cet intérêt croissant pour les listes de diffusion, depuis entre 1999/2000, n'est probablement l'effet du hasard. C'est à ce moment que l'équipement informatique des foyers français a pris un essor considérable, privilégiant ainsi les usages domestiques d'Internet et rencontrant la problématique de l'engagement distancié sur lequel nous reviendrons plus loin. De nombreux utilisateurs novices, n'ayant ni le temps, ni la motivation nécessaire pour apprendre le langage html permettant de concevoir des sites, ont trouvé dans ces listes l'occasion de produire de l'expertise, de l'opinion et du débat public, sans avoir à passer par les concepteurs de sites (souvent informaticiens ou graphistes), qui à l'instar des « professionnels de la politique » dans les mouvements des années 80/90, jouaient un rôle de filtre dans l'exposition des points de vue de chacun. Il est d'ailleurs significatif que de nombreuses voix se soient élevées pour critiquer avec force l'emprise des techniciens sur les problématiques militantes^{xxiv}.

Ces listes de diffusion posent, Flore Trautmann l'a montré dans son travail sur les listes d'ATTAC^{xxv}, de nombreux problèmes qui nuisent à la qualité du débat public. C'est la raison pour laquelle de nombreux acteurs des mouvements sociaux, tant en France que dans le reste du monde, ont commencé à réfléchir à la création de nouveaux outils permettant, selon eux, de combiner la simplicité du courrier électronique et le potentiel d'organisation de l'information du Web et des bases de données, mais aussi de s'inscrire dans une conception coopérative, dynamique et partagée de ces outils. Leur objectif, clairement affiché, était en effet moins de faire circuler de l'information que de se doter d'outils leur permettant de gérer les flux d'information pour garantir une certaine qualité du débat public.

Avec l'apparition du langage de script Php (*Hypertext Preprocessor*) permettant de concevoir rapidement des sites Web dynamiques^{xxvi}, se sont multipliées, depuis quelques années, des applications libres et gratuites, orientés vers la création de sites structurés comme des outils de travail collaboratif en réseau. Contrairement aux pages traditionnelles qui sont créées hors-ligne puis envoyées sur un serveur. Les CMS, qui sont pour la plupart d'entre eux, des logiciels libres et qui peuvent dans ce cadre évoluer très rapidement en fonction des besoins des usagers, possèdent tout une série de fonctionnalités qui incitent à la réflexion sur les procédures de débat public et de prise de décision : rédaction et édition collaborative de texte, système de vote en ligne, de syndication de contenu, ...

Ainsi, à partir d'une simple interface Web, affirment les promoteurs de ces outils, chacun peut apporter sa contribution au débat et participer, si nécessaire à la prise de décision (par un copier/coller dans un champ de texte par exemple). Il s'agit donc là de simplifier la procédure de mise en ligne et la gestion de l'organisation du contenu.

On peut considérer aujourd'hui que l'essentiel des sites associatifs, militants et, de plus en plus médiatiques, administratifs ou institutionnels, a « migré » vers ce type d'application. C'est le cas, par exemple, pour les premiers d'entre eux, du site d'Act-Up, de celui d'ACRIMED (Action Critique Média), de Reporter Sans Frontière, des Amis du monde Diplomatique, et plus récemment du site de la Poste, du Ministère l'agriculture et des services d'information du Premier Ministre ou de l'espace particulier d'EDF qui fonctionnent tous sous l'application Spip^{xxvii}.

Il existe différents types de système de gestion de contenu. L'application la plus connue, dans le monde associatif en France, est Spip. Mais il en est beaucoup d'autres dans l'espace francophone, comme dans le reste du monde. Citons notamment PhpNuke, Zop, Dacode, AttilaPhp, Wiki, ...

Le logiciel Glasnost est, de ce point de vue, particulièrement intéressant. Considéré par beaucoup comme le logiciel libre de l'e-démocratie, il vise à répondre aux principaux besoins des associations, des collectivités territoriales et même des entreprises : élections et prises de décision, publication d'articles et de brèves, comptabilité et suivi de trésorerie, gestion de documents, traduction. Sa genèse est emblématique de ce va-et-vient incessant entre problématiques techniques et enjeux politiques. Développé, à l'origine par les sociétés de services en logiciel libre Easter-eggs, Théridon et Code Lutin, dont la particularité est d'être détenues par leurs salariés, Glasnost a été conçu, à l'origine, pour répondre à leurs besoins particuliers en termes d'accès à l'information et de prise de décision.

Glasnost est à l'origine un logiciel de vote permettant de trouver un mode de fonctionnement démocratique au sein de l'entreprise :

« Les premières années, on faisait beaucoup de réunion, dit Emmanuel Raviart un des créateurs de Glasnost. Dans un entretien que nous avons eu avec lui. Mais dans ces réunions-là, on prenait beaucoup de décisions avec des votes plus ou moins formels et on se rendait compte que ça ne marchait pas. En 2001, on s'est dit : il doit y avoir possibilité de créer un outil qui permette de procéder à de la prise de décision en ligne et faire que ce qui était manuel là et qui ne marchait pas, fonctionne de manière plus démocratique ».

Reprenant le modèle de l'association Debian, association de logiciel libre, les salariés d'Easter-eggs ont décidé de réfléchir à la forme même du scrutin, privilégiant les votes par assentiment et les votes Condorcet, au détriment du scrutin uninominal à deux tours ; trop injuste de leur point de vue. D'autres innovations ont très vite été intégrées dans ce logiciel, permettant notamment de réaliser des votes permanents et des votes publics qui permettent de donner une visibilité au vote de chacun.

Parallèlement à ce système de vote, les salariés d'Easter-eggs ont réfléchi à la question du partage et de la circulation de l'information dans l'entreprise et avec d'autres entreprises au sein d'un réseau d'entreprises. C'est la raison pour laquelle des

fonctionnalités de rédaction collaborative, de traduction et de comptabilité ont été intégrées à ce logiciel.

Pour Emmanuel Raviart, ce projet n'est, à l'évidence, pas seulement un projet lié à une entreprise, ni à un réseau d'entreprises, mais pourrait être appliqué à la société tout entière selon un mode de propagation virale :

« Je pense que ça peut déteindre sur la société, c'est évident, mais à quel horizon et à quel point de vue, je n'en sais rien.. Je pense qu'il va y avoir des politiques qui vont reprendre les idées de Glasnost pour faire des sondages mais j'ai le sentiment que ça va être des mesures gadgets. Par contre, je pense qu'un certain nombre d'associations vont utiliser Glasnost comme outil d'aide à la décision. Ça, je pense que ça va se propager en commençant par des groupes de quelques dizaines de personnes, et si ça croît, au fur et à mesure du développement du logiciel, à ce moment-là, ça va pouvoir s'étendre au reste. Je l'espère : on verra bien, ce n'est pas pressé ».

- La dimension politique de l'activité technique

Dans une première phase de notre travail de terrain, dont rend compte, en partie, cet article, nous nous sommes intéressé, moins aux conditions d'appropriation de ces outils par les militants eux-mêmes, qu'aux développeurs de ces applications, pour tenter de cerner leurs motivations. Elles sont multiples, mais n'excluent pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, des motivations d'ordre politique. En fournissant gratuitement, pour une raison ou une autre, mais en général « parce que quand on l'a fait pour soit, pourquoi ne pas en faire bénéficier les autres », des outils permettant d'éditer son propre site Web et en autorisant chacun à le modifier librement pour l'adapter à ces propres besoins, ces concepteurs de site déclarent tous, à leur manière, vouloir créer, grâce à la technologie, un « nouvel esprit » : celui de l'open source, de la libre attitude, du « tous ensemble ». C'est en tout cas ce que déclare un des plus grands spécialistes des CMS en France, David Dufresne, membre fondateur du Mini-Rezo, dans un article intitulé : *PhpNuke, conte moderne de la société de contribution* ».

S'inscrivant dans une longue tradition de pensée qui associe la technique, la communication et la création d'espaces publics à la notion de démocratie, les concepteurs de ces applications tentent de prolonger l'utopie techniciste.

Il y a indéniablement une dimension profondément expressive dans l'activité technique qui permet aux informaticiens de tenir un discours politique sur la société^{xxviii}. Le concepteur d'AttilaPhp, le confirme lorsqu'il dit :

Quand tu es informaticien, tu n'as pas d'idéal incorporé dans le métier. Je sais que quand j'étais à la fac, c'était une source de frustration pour certains. Pour moi, ce n'était pas central mais pour les vrais passionnés d'informatique, quelques fois tu les sentais... genre, mais après tout, la seule chose que je vais faire, c'est être payé par une grosse boîte pour pisser du code. Ça m'amuse, mais c'est comme s'il manquait une sorte d'épaisseur. À ce titre, tout ce qui tourne autour de l'explosion du Libre, tu recoures, tu peux mettre de la politique dans ton activité. Ça a donné pas mal d'élan à beaucoup de gens.

L'activité informatique devient, dans ces conditions, une activité politique destinée à créer des outils permettant de produire de l'espace public ; espace public fondé plus sur la coopération et la circulation de l'information, que sur la délégation de pouvoir. Pour beaucoup des concepteurs de système de gestion de contenu, la collaboration entre les individus apparaît comme une issue possible à la crise de la représentation. Le concepteur du RC, application d'écriture collaborative en réseau, l'explique dans un entretien que nous avons eu avec lui :

« Je fabrique des outils collaboratifs pour les aider les gens à appréhender l'information, à leur donner les moyens qu'elles leur soient utile (...). Ces outils permettent d'avoir des collaborations avec des gens qui n'envisageaient même pas d'en avoir et de revaloriser les rapports humains. La notion de représentativité en politique me pose un gros problème éthique. Il est aberrant que, qui que ce soit qui n'est pas proche

de moi, parle en mon nom. Je dois dire « oui » ou ... Je ne dis rien. C'est clair que de renoncer au droit de vote, ce n'est pas rien. Ça implique de compenser par autre chose. De mon côté, j'ai plus d'efficacité à fabriquer des modèles, des outils, à susciter des collaborations. Moi, je fais mon devoir de citoyen ».

Dans une perspective de sociologie politique, l'émergence de la technique dans le champ de l'activité militante déstabilise le clivage entre activité technique et instrumentale d'une part et activité politique et communicationnelle d'autre part, pour reprendre la terminologie d'Habermas. Ainsi, les conditions permettant la rencontre entre techniciens et militants sur la base d'une discussion à la fois réflexive et prospective sur les finalités et les modalités de mise en œuvre de dispositifs techniques, seraient réunies.

Il est en effet assez intéressant de constater que la question des procédures démocratiques de délégation et de représentation glisse aujourd'hui la plupart du temps vers une question de choix technologique ; question qui devient en elle-même un enjeu politique central. Le 4 septembre 2003, par exemple, lors d'une réunion regroupant les acteurs du mouvement social français pour préparer le contre-sommet du G8 à Evian, le débat a, en grande partie, tourné autour de la forme d'organisation que devait prendre le collectif, c'est-à-dire comme informel et non-hégémonique. À l'issue de la réunion, une des seules décisions prise a été de construire un site Internet conçu comme un outil de coopération entre tous les acteurs et destinés à coordonner les efforts de chacun.

- Quelle est la légitimité de la parole sur Internet ?

Qui dit espace public, dit processus de construction d'une légitimité d'une parole publique. Internet, comme espace public populaire, n'échappe pas à cette règle. Fabien Granjon insiste sur cette dimension de légitimité dans un espace privilégiant la circulation d'information et la construction de consensus, lorsqu'il met en évidence les figures de mailleur, de passeur et de l'interprète dans la traduction technologique des principes d'engagement distancié, caractéristiques de ce qu'il qualifie de « nouvelle critique sociale ». Pour étayer cette hypothèse, F. Granjon cite un militant sans-papier qui dit :

« Sur Internet finalement la signature n'est pas très importante, c'est surtout le contenu. Parfois tu regardes qui envoie le mail et c'est ça qui t'intéresse plutôt que la signature du mail elle-même, qui peut être différente. C'est parfois plus intéressant de connaître qui envoie les bons trucs que qui les produit. Systématiquement quand Antoine C. fait suivre des trucs, je les lis et souvent ce ne sont pas des trucs que lui a écrit ^{xxix} ».

La légitimité, qui définit la « grandeur » pour reprendre le concept élaboré par Boltanski et Thévenot, se distancie des critères de légitimité traditionnelle des organisations (liées notamment à la notion de représentation). Celui qui a une légitimité sur Internet, c'est-à-dire considéré comme crédible, comme celui qui est lu et écouté, n'est pas celui qui représente les autres mais, celui qui « envoie des bons trucs ». Sont considérés comme de bons militants, rappelle Fabien Granjon, ceux qui produisent et mettent en circulation de la contre-expertise.

« Ce sont des pourvoyeurs de sens qui, par leur qualité d'analyse, peuvent devenir de précieux repères et assister les (militants)-internautes dans la constitution de leur propre réflexion^{xxx} ».

Là encore, les principes issus du monde du logiciel libre et plus généralement de l'histoire du réseau Internet, constituent autant de clés précieuses pour comprendre les processus de construction de légitimité dans un mode d'engagement privilégiant la

distance et l'organisation en réseau. Sur Internet, la légitimité se construit par la capacité des acteurs à s'inscrire dans -sinon à animer- des processus coopératifs de production d'objets ou de sens. Dans un texte célèbre, Eric S. Raymond, un des fondateurs du mouvement du logiciel libre, explique comment se constitue la légitimité d'un hacker, c'est-à-dire d'un programmeur virtuose reconnu par la communauté des pairs, sur Internet.

« Le monde des hackers correspond exactement à ce que les anthropologues appellent une culture du don. Votre statut et votre réputation ne découlent ni de votre capacité à dominer d'autres personnes, ni de votre beauté, ni du fait que vous possédez des choses que d'autres désirent, mais bien plutôt de votre capacité à donner, et plus précisément à donner votre temps, votre créativité et les résultats de votre talent^{xxxI} ».

La notion de communauté de pairs est ici très importante. C'est par elle que se construit la légitimité d'un acteur. Ce phénomène de constitution d'une légitimité par la reconnaissance des pairs, à travers une réhabilitation d'un agir en commun, sous la forme d'une démarche individuelle est implicitement très présent sur Internet. Il arrive même qu'elle soit formalisée de manière extrêmement précise, à travers des procédures techniques de mise en visibilité des contributions de chacun, ou des systèmes plus ou moins élaborés de notation de ces contributions.

Dans un entretien que nous avons eu avec lui, le développeur du RC, rédacteur collaboratif qui permet de rédiger des textes en commun à distance, explique avec beaucoup de simplicité ce phénomène valorisation de l'activité de coopération :

« J'ai décidé de mettre en visibilité les log [traces électroniques en quelque sorte] des passages de chacun. En fait, c'est comme si tu voyais les traces de doigts sur chacune des pages et que tu pouvais les compter. Ça change beaucoup de chose, parce qu'il y a une vraie mystification politique autour des outils collaboratifs en ligne (...). Ça permet de savoir qui a beaucoup d'activité dans ce domaine de collaboration. Donc qui va être plus légitime dans ces remarques concernant quelque chose ».

De manière encore plus élaborée, Fabien Penso, développeur du logiciel DaCode et animateur du site Linux.fr nous parle du système baptisé « Gestion de Karma^{xxxii} » qui permet de mesurer la notoriété de chacun dans un projet coopératif pour faire en quelque sorte émerger des leaders dans un groupe ouvert en ligne.

3. Conclusion : Maîtriser les formats pour maîtriser sa parole

Une des caractéristiques des « nouvelles formes de militantisme » qui s'exprime, en particulier dans le mouvement anti/altermondialisation, est sans doute cette revendication d'autonomie et de maîtrise de son expression politique. Cette volonté renvoie à l'évidence à une méfiance, sinon à un rejet, dans toute une partie du monde militant, des pratiques déléguées et, *in fine*, à la crise de la représentation.

C'est probablement Hannah Arendt qui nous permet d'appréhender cette question de la maîtrise de l'activité politique. Reprenant, dans la *Condition de l'homme moderne*, la distinction développée par Platon, entre pensée et action qui sépare les gouvernants des gouvernés, elle se livre à une tentative de réhabilitation de l'activité politique. Elle montre que la notion d'action, en accompagnant la dégradation du politique -devenue un moyen en vue d'une fin prétendue plus haute (le progrès social et la productivité à l'époque moderne)- a été instrumentalisée et rabattue du côté de la sphère instrumentale. Pour elle, l'action politique reste une des expériences humaines essentielles car :

« Si la force du processus de production s'absorbe et s'épuise dans le produit, la force du processus de l'action ne s'épuise jamais dans un seul acte ; elle peut grandir au contraire quand les conséquences de l'acte se multiplient. Ces processus, voilà ce qui dure dans les affaires humaines^{xxxiii} ».

On peut se demander si la crise que traverse le militantisme aujourd'hui, qui tente de réélaborer une nouvelle grammaire, fondée sur l'engagement distancié, le rejet croissant de l'adhésion, le regroupement d'individus en réseaux à géométrie et à temporalité variable, ne s'inscrit pas justement dans cette tension entre le faire et l'agir. La fin des certitudes, des grands récits de la modernité n'a-t-elle pas entraînée avec elle cette posture de renoncement à l'action politique du fait de son imprévisibilité et de son irréversibilité ? Au-delà, peut-être de la question de la montée de l'individualisme, cette réhabilitation de l'action politique comme démarche, processus individuel, d'un agir qui tente de mettre directement en lien les hommes, dans ce qu'ils ont de plus commun, en même temps que de plus irréductible (c'est-à-dire leur parole), sur le terrain même de la politique, ne constitue-t-elle pas une grille de lecture nous permettant d'interpréter le sens de ces nouveaux mouvements sociaux ?

« Maitriser sa parole de bout en bout » ; cette revendication récurrente s'adresse d'abord aux organisations syndicales et politiques, mais aussi aux médias traditionnels, notamment depuis le mouvement de novembre-décembre 1995.

L'usage croissant d'Internet dans ces mobilisations, marquant l'émergence d'un nouveau champ de pratiques militantes associées à la production et à la circulation d'informations, révèle que cette volonté de maîtrise de sa prise de parole porte non seulement sur son contenu, mais aussi, de manière particulièrement prégnante, sur son support et son format. Au point qu'il est possible d'avancer l'hypothèse que les débats sur le mode d'organisation ; débats qui ont agité le mouvement ouvrier depuis sa création, se déplacent aujourd'hui sur la question des formes de circulation en réseau de la parole militante à travers des dispositifs organisationnels ou techniques, ne postulant plus nécessairement l'existence d'un projet commun et d'une organisation, comme préalables à l'action militante.

Dans un entretien, Aris Papatheodorou, un des animateurs du principal réseau d'activistes français d'Internet, le réseau Samizdat, expliquait l'importance d'un investissement massif de la technique par les militants. Il ne s'agissait pas seulement :

« d'utiliser des moyens techniques nouveaux et modernes mais d'investir véritablement une pratique sociale en formation : pour dépasser le filtre médiatique qui s'interpose entre la réalité et sa représentation, pour construire une communication moléculaire et directe entre des sujets sociaux sans passer par la verticalité des appareils et des institutions, pour construire les instances de coopération entre des réalités différentes/séparées ».

Un peu plus loin, reprenant le discours de l'expérimentation, il poursuivait :

« Avec l'irruption sociale de novembre-décembre 1995, il nous a semblé, presque spontanément, que c'était le moment ou jamais, qu'il fallait immédiatement expérimenter 'grandeur nature' l'hypothèse qui était la nôtre sur la puissance et l'intérêt de la communication électronique aux mains d'un mouvement social, au service de luttes, comme instrument de communication directe... Des choses que nous avons pu entrevoir à partir d'expériences en Italie, aux Etats-Unis ou Allemagne. Il fallait faire le pas, devenir acteurs, s'approprié (au moins un minimum) la pratique de communication. Pas seulement pour être présent sur le Net, en soi, mais pour l'utiliser comme instrument dans et pour l'action, comme moyen d'intervention sur le réel dans un contexte de conflictualité sociale ».

Dans ces conditions, la technique devient un enjeu politique à part entière qui dépasse la simple question de maîtrise des supports de communication. De la simple « exposition » de points de vue contestataires à la tentative de construction d'un consensus entre des individus et des organisations ayant des conceptions, des objectifs et des finalités très hétérogènes, en passant par la volonté de créer et d'animer des forums de débat, la réflexion sur les outils technologiques prend une place de plus en plus importante dans l'activité militante. Cette réflexion est souvent l'occasion de rencontres, parfois assez inattendues, entre des acteurs du monde militant et des acteurs du monde technique.

-
- ⁱ Cité par **FARGE Arlette**, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Seuil, Librairie du XXI^e siècle, 1992, p. 61
- ⁱⁱ Entretien du 27 septembre 2002 avec Arno, un des premiers webmasters alternatifs du Web, sur l'initiative du Manifeste du Web indépendant et créateur du logiciel Spip (<http://www.spip.net>).
- ⁱⁱⁱ **FARGE Arlette**, *Dire et mal dire* ... p. 289
- ^{iv} **VIRNO Paolo**, *Grammaire de la multitude. Pour une analyse des formes de vie contemporaines*, Editions de l'Eclat/Conjonctures, trad. fr., 2002, <http://www.lyber-eclat.net/lyber/virno4/grammaire01.html>
- ^v **VIRNO Paolo**, *Bavardage et curiosité*, 1998, <http://www.lyber-eclat.net/lyber/virno/virno-bavardage.html>
- ^{vi} **LICOPPE Christian**, *La formation de la pratique scientifique. Le discours de l'expérience en France et en Angleterre (1630-1820)*, La Découverte, 1996
- ^{vii} **CALLON Michel**, **LASCOUMES Pierre**, **BARTHE Yannick**, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Editions du Seuil, Coll. La couleur des idées, 2001, p. 104
- ^{viii} **CALLON Michel**, **LASCOUMES Pierre**, **BARTHE Yannick**, *Agir dans un monde incertain* ... p. 104
- ^{ix} **VEDEL Thierry**, *L'idée de démocratie électronique, origine, vision et questions*, in Le désenchantement démocratique, PERRINEAU Pascal (dir.) La Tour d'Aigues, Editions de l'Aubes, 2003, <http://www.jm.u-psud.fr/~adis/rubriques/p/carrytic/edemo.doc>
- ^x Le site web du Métallos Medialab : <http://metallosmedialab.fse-paris.org/>
- ^{xi} **CHATIGNOUX Jacques**, **FREROT Olivier**, *Quand l'internet bouscule les pratiques de l'administration ... L'expérience de co-production de la RN19*, in *Homo Numericus*, Janvier 2003, http://www.homo-numericus.net/article.php3?id_article=193
- ^{xii} Voir le site RN 19 : <http://www.rn19.net>
- ^{xiii} voir note 2
- ^{xiv} **CHATIGNOUX Jacques**, **FREROT Olivier**, Internet, le débat public et la construction d'un territoire : la RN 19, http://www.rn19.net/article.php3?id_article=90
- ^{xv} **FARGE Arlette**, *Dire et mal dire* ... p. 97
- ^{xvi} **CALLON Michel**, **LASCOUMES Pierre**, **BARTHE Yannick**, *Agir dans un monde incertain*. ..., p. 59
- ^{xvii} **CALLON Michel**, *Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs de la baie de Saint-Brieuc*, in *L'Année sociologique*, n°36, 1986
- ^{xviii} **CRETTEZ Xavier** et **SOMMIER Isabelle**, *La France rebelle. Tous les foyers, mouvements et acteurs de la contestation*, Edition Michalon, 2002, p. 319
- ^{xix} **CRETTEZ Xavier** et **SOMMIER Isabelle**, *La France rebelle*... p. 322-323
- ^{xx} <http://www.internatif.org/antenneassedic/0211/15.html>
- ^{xxi} **FOUCAULT Michel**, « Il faut défendre la société ». *Cours au Collège de France 1976*, Edition Seuil/Gallimard, Coll. Hautes Etudes, 1997
- ^{xxii} **FOUCAULT Michel**, « Il faut défendre la société »... p. 9
- ^{xxiii} **STIEGLER Bernard**, *Perspectives : relation entre besoin, attentes et usages*, Actes des Forums France Télécom Recherche, n°10 <http://www.rd.francetelecom.fr/fr/conseil/mento10/chap6.pdf>
- ^{xxiv} **Serge Halimi**, *Des cyber-résistants trop euphoriques*, *Le Monde Diplomatique*, août 2000, <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/08/HALIMI/14154.html>
- ^{xxv} **TRAUTMANN Flore**, *Internet au service de la démocratie. Le cas d'ATTAC*, *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 30, <http://www.cevipof.msh-paris.fr/publications/cahiers/C30.html>
- ^{xxvi} Voir le site de PHP France <http://www.phpfrance.com/>
- ^{xxvii} Liste non-exhaustive : http://www.spip.net/article884.html?debut_signatures=0
- ^{xxviii} Voir **ALLARD Laurence** et **VANDERBERGHE Frédéric**, *Express Yourself ! Entre légitimation technologique de l'individualisme expressif et authenticité réflexive peer to peer*, in *Réseaux*, n°117, Hermès, 2003 <http://www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/bogues/Allard.pdf>
- voir aussi **BLONDEAU Olivier**, « Celui par qui le code est parlé ». *Pour une lecture expressive du phénomène hacker*, http://www.freescape.eu.org/biblio/article.php3?id_article=163
- ^{xxix} **GRANJON Fabien**, *Les militants internautes : passeurs, filtreurs, et interprètes*, article prévu pour le n° 5 de la revue *Multitudes*, mai 2001, non publié faute de place : http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=260
- ^{xxx} **GRANJON Fabien**, *Les militants internautes* ...
- ^{xxxi} **RAYMOND, Eric S.** *Comment devenir un hacker*, in **BLONDEAU Olivier** et **LATRIVE Florent**, *Libres enfants du savoir numérique, anthologie du libre*, Ed. de l'Eclat, 2000, <http://www.freescape.eu.org/eclat/>

^{xxii} Voir le système d'auto-odération du site Linuxfr : <http://perso.linuxfr.org/penso/moderation-linuxfr.txt>

voir aussi pour une description du système de Gestion de Karma : **HIRSH Jesse** et **STADLER Félix**, *L'émergence de l'intelligence Open Source*, http://www.freescape.eu.org/biblio/article.php3?id_article=68

^{xxiii} **ARENDT Hannah**, *La condition de l'homme moderne*, trad. fr., Press Pocket, Coll. Agora, 1994, p . 298